

Questions orales

Je réitère ma question. Le ministre est-il disposé à reconsidérer sa décision, puisqu'elle ne plaît ni à la province d'Ontario, ni aux municipalités et puisque l'industrie, qui va devoir payer, ne veut pas en entendre parler?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, c'est précisément parce que l'aéroport Pearson est un élément crucial du réseau aérien au Canada que nous voulons prévenir le genre de congestion qui, en 1988-1989, a tellement perturbé le réseau.

Nous estimons que c'est le meilleur moment pour préserver l'intégrité et la rentabilité de l'aéroport. Nous n'avons rien à y perdre. En confiant le travail au secteur privé, nous allons faire des économies dans l'exploitation, et nous allons aussi mettre à profit le sens des affaires de l'industrie pour rendre l'aéroport encore plus rentable.

• (1430)

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre.

Jusqu'à ce jour, tous les détails entourant la privatisation de l'aérogare 3 restent un secret d'État, y compris l'aspect financier, le texte de l'entente et la méthode d'octroi des contrats. Le gouvernement ne veut rien dévoiler aux Canadiens.

Pourquoi le gouvernement est-il encore prêt à procéder de la même façon? Pourquoi cette période de 90 jours? Serait-ce que Gordon Sinclair, président de l'Association du transport aérien, avait raison de dire qu'il s'agit plutôt ici de récompenser les efforts des promoteurs, pour qui le gouvernement est devenu une véritable mine d'or?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, je répète que cette décision est fondée sur le fait que nous devons répondre aux besoins en matière de capacité du plus important aéroport au Canada.

Nous devons planifier. Nous savons quels seront les besoins à compter de 1997-1998 et nous nous préparons dès maintenant à y répondre, tout en aidant l'économie de cette région du pays.

Je suis très étonné qu'un député de Toronto soit contre la création de 3 200 emplois.

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, ce sont les intérêts publics, et non les intérêts privés, qui devraient primer dans un projet d'une telle envergure. C'est là quelque chose que le gouvernement ne comprend pas.

Étant donné que tous les contribuables canadiens ont investi beaucoup d'argent dans le plus grand aéroport au Canada, que le prix de vente des deux aérogares sera considérablement inférieur et que l'industrie aérienne est en plein marasme, pourquoi le ministre est-il prêt à risquer les actifs de 26 millions d'actionnaires canadiens à ce moment-ci?

Où est passé le bon sens des affaires qui voulait qu'on achète à bas prix et qu'on vende à prix élevé?

L'hon. Jean Corbeil (ministre des Transports): Monsieur le Président, c'est précisément un facteur dont nous avons tenu compte dans notre décision.

L'économie étant faible actuellement, le coût des travaux de rénovation nécessaires sera évidemment moins élevé à ce moment-ci qu'il ne l'aurait été à n'importe quel autre moment à l'avenir.

Encore une fois, ce projet créera 3 200 emplois pour cinq ans dans une région du pays très durement touchée par la récession.

Je ne comprends pas pourquoi les députés d'en face, spécialement ceux de la région, s'opposent tant à ce projet.

* * *

L'ÉCONOMIE

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, le gouvernement poursuit ses politiques sans se soucier des difficultés qu'il cause aux Canadiens.

Aujourd'hui, les taux d'intérêt ont encore augmenté. Les taux d'intérêt réels sont tels qu'ils constituent une menace pour la reprise.

Ma question s'adresse au premier ministre suppléant: Combien de souffrances le gouvernement actuel va-t-il encore infliger aux Canadiens et pourquoi s'acharne-t-il sur eux?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, je ne suis pas d'accord avec la députée.

Le gouvernement met tout en oeuvre pour redresser la situation. J'espère que la députée ne propose pas que nous fassions des emprunts supplémentaires. J'espère qu'elle ne veut nous inciter à agir comme des libéraux,